

# Minima sociaux: du pognon très utile

Par Elté

Les minima sociaux coûteraient donc un « pognon de dingue » et pourtant « les gens pauvres » resteraient pauvres malgré tout.

Dans la logique macronienne, il faut comprendre : pauvre pour pauvre, autant verser moins, ça ne devrait pas changer grand chose.

N'est-ce pas ?

On pourrait bien économiser 7 milliards d'euros sur l'action sociale (projet gouvernemental bien avancé qu'a dénoncé le Canard Enchaîné le 13 juin dernier) sans que ça se voie vraiment.

Malheureusement, le raisonnement présidentiel est contredit par un édifiant rapport de son ministère de la Solidarité et de la Santé.

On y apprend que les allocations de toutes sortes versées aux plus démunis ne pèsent pas aussi lourd qu'on le croit généralement (2,6 % du PIB).

Certes, aucun autre pays en Europe (voire dans le monde) ne fait autant, mais ça permet aussi à la France d'être une championne de la lutte contre la pauvreté.

Elle écrase tous les pays qu'on nous donne généralement en modèle pour la prétendue santé de leur économie et leur faible taux de chômage.

Conclusion : si Emmanuel Macron voulait vraiment éradiquer la pauvreté, il lui suffirait d'accentuer cette politique qui réussit bien.

Augmenter les minima sociaux serait forcément très efficace. Mais les populistes qui nous gouvernent n'en sont pas là.

Avec toute la rouerie qui les caractérise, ils ont demandé aux Français dans un sondage, s'ils accepteraient une baisse des aides sociales en contrepartie de baisses d'impôts. 81 % ont répondu qu'ils n'étaient pas d'accord.

Les Français sont moins primaires et égoïstes que ne le croit Macron. Ils savent aussi à qui profitent toujours les remises en cause du système que tant de peuples nous envient.

Aider les plus pauvres n'est jamais une mauvaise affaire pour un pays.

Car ceux qui n'ont pas les moyens d'économiser (et encore moins de faire de l'«optimisation» fiscale) font plus sûrement tourner l'économie locale que la bande à Manu.

Pardon : que les amis de Monsieur Macron faut-il dire, avec tout le respect que, paraît-il, nous lui devons !..

Et il faut parler ici de nos élus qui, depuis si longtemps, font si peu pour conserver les forces vives du département.

Eux qui ont laissé s'accomplir aussi (voire accompagné) la suppression de nombre de fonctionnaires, réduisant ainsi nos services publics et appauvrissant nos collectivités (à commencer par Chaumont).

Se rendent-ils compte, ces élus, que notre département serait encore en bien plus mauvaise posture si les minima sociaux étaient eux aussi attaqués ?

Faut-il attendre une réaction de leur part ? Entendra-t-on Bérangère Abba sur le sujet ? Rien n'est moins sûr...

Elté, 29 juin 2018